

l'OTAN, réunis à Bonn en mai dernier.

Or, le processus de la conférence peut s'aborder de deux façons. L'une préconisée par l'Union soviétique et ses alliés, consisterait à s'entendre d'avance sur une série de déclarations que la CSCE pourrait entériner. Celles-ci porteraient, entre autres, sur l'abandon du recours à la force et le développement des relations commerciales, économiques, scientifiques et techniques. Des projets à cet égard ont été publiés dès octobre 1969 par les ministres des Affaires étrangères du Pacte de Varsovie à l'issue de leur réunion à Prague. Cette thèse envisage une action progressive débutant par les questions qui ne soulèvent pratiquement pas de désaccord. On admet que cela peut paraître superflu. La renonciation au recours à la force, par exemple, est inscrite dans la Charte des Nations Unies. L'Est pense toutefois qu'il y aurait lieu de la confirmer, créant ainsi une ambiance de coopération qui s'étendrait aux sujets plus controversés.

Les États occidentaux ne sont pas de cet avis, car ils se méfient des documents de portée abstraite. Ils en ont assez de ces rencontres qui ne servent qu'à des fins de propagande. La nouvelle génération, en particulier, juge ce genre d'activité insuffisant et sa déception à l'endroit de ce qu'elle appelle l'*establishment* ne pourrait que s'accroître si la CSCE n'aboutissait à rien de plus concret que des déclarations de principes. L'Ouest a donc insisté pour obtenir plus de précisions quant aux questions inscrites à l'ordre du jour, à la façon dont elles seront traitées et à la définition préalable des domaines où l'accord est possible. Selon le communiqué publié au terme de la réunion des ministres de l'OTAN, à Bonn:

...le but des Gouvernements alliés aux entretiens préparatoires serait de s'assurer que leurs propositions feront l'objet d'un examen attentif à la conférence et qu'il existe entre les participants un degré d'entente suffisant pour justifier quelque espoir d'aboutir à des résultats pratiques.

Autrement dit, l'Ouest entend que la convocation d'une conférence soit précédée de sérieux travaux d'approche et de préparatifs minutieux. Les puissances occidentales veulent qu'on s'entende non seulement sur les questions à discuter mais sur les possibilités d'accord. Certains sujets, tels la construction d'oléoducs ou de lignes d'énergie, pourraient être écartés de la conférence, faisant plutôt l'objet de négociations entre les intéressés.

Complexité des MBFR

La question des MBFR exigeait un lieu de rencontre spécial parce qu'elle n'intéresse directement que les membres des

deux alliances. Elle est d'une complexité extraordinaire. On est généralement d'accord que les Réductions mutuelles et équilibrées de forces sont un objectif souhaitable, à réaliser de manière à ce qu'aucun pays d'Europe n'en ressente une diminution de sécurité. Lors de leur réunion à Rome, en mai 1970, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN avaient déterminé les critères suivants que M. Brejnev aurait, dit-on, trouvé acceptables dans l'ensemble:

a) Les réductions mutuelles de forces doivent être compatibles avec les intérêts vitaux de la sécurité de l'Alliance et ne pas entraîner de désavantage militaire pour l'une ou l'autre partie, compte tenu des différences provenant de considérations géographiques ou autres.

b) Les réductions doivent s'établir sur une base de réciprocité et être échelonnées et équilibrées quant à leur ampleur et à leur rythme.

c) Les réductions doivent englober à la fois les forces stationnées et autochtones avec leurs systèmes d'armement dans la zone visée.

d) Le respect d'accords concernant les Réductions mutuelles et équilibrées de forces exige une vérification et des contrôles appropriés.

De tels critères sont plus faciles à formuler qu'à appliquer. Dans son *Strategic Survey 1971*, l'Institut international d'études stratégiques posait le problème de la façon suivante:

Comparés aux MBFR, les SALT sont bien plus simples puisqu'ils ne traitent que de systèmes d'armement individuels et bien compris, faisant l'objet de négociations bilatérales. Par contre, les MBFR s'adressent à de nombreux systèmes d'armement et de forces pouvant intéresser une foule de participants. Les SALT ont été possibles parce que l'Union soviétique avait effectivement atteint l'égalité et qu'elle pouvait discuter de réductions sur ce plan, alors que de telles réductions en Europe à partir de niveaux d'inégalité sont déséquilibrantes de par leur nature et imprévisibles quant à leurs effets.

Réductions unilatérales

La chose à éviter à tout prix serait une réduction unilatérale de forces, surtout par les États-Unis. Le gouvernement de M. Nixon a résisté à toute tentative de réduire les forces américaines en Europe et l'amendement Mansfield visant à de telles réductions a été rejeté cette année par le Congrès. Il n'est pas impossible toutefois qu'une proposition de ce genre obtienne l'appui du Congrès, compromettant ainsi les entretiens MBFR. Si les États-Unis réduisaient leurs forces unilatéralement, pourquoi l'URSS en ferait-